

Pour publication immédiate

Existe-t-il une capacité supplémentaire pour faire face à la crise de l'itinérance, de la santé mentale et des toxicomanies dans le Nord de l'Ontario ?

Le 10 août 2022 - Les communautés du Nord de l'Ontario connaissent une crise de l'itinérance, de l'addiction et de la santé mentale. Dans le dernier document de l'Institut des politiques du Nord, *Plus qu'un simple chiffre : Résoudre la crise de l'itinérance, de la toxicomanie et de la santé mentale dans le Nord*, l'auteure Holly Parsons explore les réalités actuelles et huit stratégies politiques pour aider les communautés du Nord de l'Ontario à progresser.

Le document a été réalisé en partenariat avec la Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario, l'Association municipale du Nord-Ouest de l'Ontario, et la Northern Ontario Service Deliverers Association.

Les données les plus récentes sur l'itinérance de 2021 montrent que Sault Ste. Marie et les districts de Kenora, Nipissing et Cochrane ont des populations de sans-abri plus importantes que certaines des plus grandes municipalités de l'Ontario pour 1 000 habitants. De plus, les visites aux urgences et les décès liés aux opioïdes ont considérablement augmenté au cours des dernières années. De plus, à l'exception du Bureau de santé du district de North Bay Parry Sound, le pourcentage d'habitants du Nord de l'Ontario qui perçoivent leur santé mentale comme étant " très bonne ou excellente " est inférieur à la moyenne provinciale.

Le document montre également que les municipalités sont limitées dans leurs budgets pour dépenser des fonds supplémentaires sur l'itinérance, la santé mentale et les dépendances.

Compte tenu de ces chiffres, il est clair que les services et programmes actuels ne répondent probablement pas aux besoins des communautés du Nord de l'Ontario. Le présent document identifie huit stratégies fondées sur des données probantes et économiquement viables que les décideurs peuvent adopter pour s'attaquer à ces obstacles et à ces lacunes en matière de services, tant directement qu'indirectement :

1. Fournir un financement à long terme, ce qui servira à réparer des appartements de logement communautaire.
2. Modifier la *Loi de 1990 sur la protection et la promotion de la santé*, afin de définir un centre de services du Nord et d'apporter un financement supplémentaire qui permettra de rendre un tel centre accessible dans les communautés.
3. Créer un groupe de travail dédié à la collecte de données et de renseignements relatifs aux problèmes persistant et systématiques concernant la rétention de professionnels de la santé dans le Nord de l'Ontario.

4. Soutenir des nouveaux programmes et des programmes existants de Logement d'abord.
5. Aider les installations nouvelles et existantes de logements communautaires adaptés à la culture des peuples autochtones.
6. Créer un Centre d'excellence en santé mentale et en toxicomanie dans le Nord, afin de résoudre les problèmes uniques des services et des programmes dans le Nord ontarien.
7. Passer un contrat avec une compagnie privé, pour s'occuper du transfert de patients entre établissements et pour alléger le travail des ambulanciers.
8. Établir des équipes mobiles d'intervention en cas de crise (EMIC) dans les municipalités du Nord ontarien.

" Les problèmes d'itinérance, de toxicomanie et de santé mentale dans le Nord de l'Ontario sont extrêmement complexes et difficiles à résoudre, en partie parce qu'ils sont largement interconnectés ", déclare Parsons. " À ce titre, les initiatives politiques coordonnées, et l'action de divers acteurs, sont indispensables. "

Ce travail a été rendu possible grâce au programme Collectif des analystes du Nord de l'IPN.

Vous voulez en savoir plus ? Lisez le rapport complet ici :

<https://www.northernpolicy.ca/plus-quun-simple-chiffre>

-30-

Entretiens avec les médias : l'auteur Holly Parsons, le président de la FMNO Danny Whalen, la présidente de la NOMA Wendy Landry et la présidente de la NOSDA Michelle Boileau sont disponibles pour des commentaires.

Pour organiser un entretien, veuillez contacter

Lalit Bhojwani

Responsable du marketing et des médias

lbhojwani@northernpolicy.ca

À propos de l'auteur :

Originaire de Calgary, en Alberta, **Holly Parsons** a déménagé en Australie et a obtenu un baccalauréat en études politiques et relations internationales de l'Université Deakin à Melbourne. Holly a acquis de l'expérience en recherche, en analyse des politiques et en

défense des droits en travaillant pour des ONG locales en Australie et en Indonésie. De retour au Canada, Holly profite de son expérience à l'IPN à Sudbury en tant qu'analyste des politiques. Les fins de semaine, vous pouvez trouver Holly en train de faire de la randonnée, du camping, du kayak et d'explorer le majestueux Bouclier canadien. Holly aime voyager, skier, lire des livres, préparer des recettes végétaliennes et être en plein air.

À propos de l'Institut des politiques du Nord :

L'**Institut des politiques du Nord** est le groupe de réflexion indépendant et fondé sur des preuves du Nord de l'Ontario. Nous effectuons des recherches, analysons des données et diffusons des idées. Nos bureaux permanents sont situés à Thunder Bay, Sudbury et Kirkland Lake. Notre mission est d'améliorer la capacité du Nord de l'Ontario à prendre la tête des politiques socio-économiques qui ont un impact sur nos communautés, notre province, notre pays et notre monde.

À propos de la Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario (FMNO) :

La **Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario** (FMNO) est la voix unifiée du Nord-Est de l'Ontario. Elle représente et défend les intérêts de 110 villes, villages et municipalités. Notre mission est d'améliorer la qualité de vie économique et sociale de tous les habitants du Nord et d'assurer l'avenir de nos jeunes.

La FMNO est une association composée de membres qui proviennent du nord-est de l'Ontario et des districts d'Algoma, de Cochrane, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Sudbury et de Timiskaming.

À propos de l'Association des municipalités du Nord-Ouest de l'Ontario (NOMA) :

L'**Association municipale du Nord-Ouest de l'Ontario** a été créée en 1946 et constituée en société le 18 septembre 2001. Elle est composée de quatre éléments : la Kenora District Municipal Association, la Rainy River District Municipal Association, la Thunder Bay District Municipal League et la ville de Thunder Bay. À l'exception de la ville de Thunder Bay, on peut devenir membre en étant membre de l'organisation du district. La région que nous représentons s'étend de la ville de Kenora, à l'ouest, à la ville de Hearst, à l'est.

Les objectifs de l'Association sont d'examiner les questions d'intérêt général pour les municipalités et d'obtenir la promulgation de lois qui peuvent être avantageuses pour les municipalités du Nord-Ouest de l'Ontario et de prendre des mesures conjointes sur toutes les questions où les droits des municipalités peuvent être touchés, de faire progresser les normes du gouvernement municipal par l'éducation et la discussion et, en général, de promouvoir leurs intérêts.

À propos de la Northern Ontario Service Deliverers Association (NOSDA) :

La **Northern Ontario Service Deliverers Association** (NOSDA) a été créée pour développer une approche coopérative et collaborative avec les municipalités et les organisations municipales, afin de faciliter la prestation consolidée des services municipaux dans le Nord de l'Ontario. La NOSDA a pour but de créer un forum politique permettant d'examiner et de développer à la fois les politiques et les questions relatives à la prestation des programmes dans une perspective nordique.

À propos du Collectif des analystes du Nord :

Le collectif des analystes du Nord est un groupe de membres composé d'organisations, de municipalités, d'organismes de bienfaisance, de chambres, etc. En fusionnant nos ressources collectives, nous pouvons faire en sorte que la plus petite municipalité ou l'organisme de bienfaisance local puisse avoir accès à des compétences haut de gamme. Le salaire et les avantages de l'expert sont couverts en partie par l'IPN et nos sponsors, et en partie par les frais d'adhésion payés par les organisations participantes. Le résultat final est que les membres sont en mesure d'obtenir les compétences dont ils ont besoin quand ils en ont besoin.